

N° 10
Juin 1990

Revue trimestrielle
dirigée par Michel Surya

SOMMAIRE

EUROPE CENTRALE
NATIONS,
NATIONALITÉS,
NATIONALISMES

par

Wolf Biermann
Ivaïlo Ditchev
Heiner Müller
György Bence
Kalman Kulcsar
Blaga Dimitrova
Milan Uhde
Petr Pithart
Lajos Kantor
Heinz Hohenwald
Istvan Eörsi
Walter Janka

INAPERÇUS

Jean-Paul Dufiet
Françoise Doumayrenc
David Amar
Claude Rabant



9 782877 360968

90-VI Prix: 89 F

SP

10

S
LIBRAIRIE
SÉGUIER

LI GNE

REVUE
N°10

PETR PITHART

AVANT LA BATAILLE

Entretien avec Jacques Rupnik

Petr Pithart, historien, essayiste. Premier ministre du gouvernement tchèque de Tchécoslovaquie. Jacques Rupnik est chercheur à l'Institut national des sciences politiques. Jacques Rupnik a publié L'autre Europe, crise et fin du communisme (éd. Odile Jacob, 1990).*

Petr Pithart : Le Forum civique a dit explicitement vouloir désormais assurer la responsabilité, ou du moins une grande partie de la responsabilité, en ce qui concerne la vie et le destin de la société. Un nouvel organe, le « collegium », a récemment été créé non seulement pour chapeauter la structure des Forums civiques dans le pays, mais aussi pour servir de trait d'union entre le peuple et les personnes qui ont rejoint le pouvoir, soit en tant que représentants directs du Forum, soit soutenus par lui. C'est ainsi qu'aujourd'hui le « collegium » sert de cadre aux rencontres régulières entre les ministres et de hauts responsables mandatés par le Forum d'un côté, par le centre de coordination de l'autre. Il me semble que le Forum civique a montré par là

(*) La Tchécoslovaquie compte un gouvernement tchèque, un gouvernement slovaque et un gouvernement fédéral.

qu'il est devenu sciemment une force constructive de l'Etat, avec toute la responsabilité qui y affère. D'ailleurs, je n'échappe pas non plus moi-même à ce processus, dans la mesure où je viens de passer du poste de porte-parole du Forum civique à la tête du gouvernement régional tchèque. N'empêche, je rappelle à toute fin utile que je fais avant tout partie de ce phénomène si difficile à appréhender qu'est le Forum civique. Nous autres responsables gouvernementaux, nous sommes en contacts réguliers avec le Centre de coordination du Forum civique, nous nous retrouvons tous pour coordonner notre action, formuler une stratégie commune pour les semaines et les mois à venir.

Jacques Rupnik : Et comment les gens imprégnés de dix, quinze, voire vingt ans de l'éthique de la résistance morale, vivent-ils le fait de se retrouver aujourd'hui à des postes de responsabilité politique et d'être par là obligés de faire de la politique au quotidien ?

P.P. : Il s'agit là effectivement d'un problème, mais il faut le traiter au cas par cas. On trouve, en effet, beaucoup de gens qui, du fait de leur constitution psychologique, de leurs habitudes, voire de leurs réflexes acquis, fuient, refusent même parfois la responsabilité. Mon passage du Forum civique au gouvernement tchèque, par exemple, a été assez douloureux : pour moi-même d'abord, mais j'ai aussi dû affronter mes camarades du Forum, qui y voyaient à la fois un certain affaiblissement de notre mouvement et l'abandon de notre approche critique au profit d'une activité appelant des décisions politiques. Il y a parmi nous beaucoup de gens qui n'y sont pas préparés. Nous avons ici affaire à une tradition issue de la dissidence et qui joue un double rôle, à la fois positif et négatif. L'influence négative, c'est justement le difficile passage vers la responsabilité. Le côté positif, on le voit dans la capacité manifestée par le Forum civique à affronter d'une façon efficace, qualifiée, toute une série de problèmes imprévisibles, et ce malgré le fait que le mouvement soit un échantillon de toutes les opinions et de tous les

courants. Il était presque miraculeux de constater à quelle vitesse toute la dissidence a su se retrouver au sein du Forum civique. Les clivages sont très vite passés au second plan, et personne ne se rappelait plus que tel venait de la charte 77, tel autre du Mouvement pour la liberté civique ou du V.O.N.S. Restait seulement ce que j'appellerai l'héritage des quinze dernières années de la dissidence, à savoir la capacité de communiquer et de collaborer au-delà des clivages politiques traditionnels. La dissidence rassemblait en effet les opinions politiques allant de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, et l'on retrouve le même phénomène aujourd'hui avec le Forum civique. Evidemment, la question se pose de savoir combien de temps cela peut encore durer. Je ne cache pas que, tôt ou tard, des clivages se creuseront parmi nous. Effectivement, il n'est pas difficile de faire ensemble les premiers pas vers la démocratie ; les désaccords surviendront ensuite, avec le cinquième, le sixième ou le septième pas.

J.R. : Qu'est-ce alors que le Forum civique ? Un mouvement ?

P.P. : Toute proportion gardée, le Forum civique renoue implicitement avec la tradition d'un mouvement existant en 1968 qui s'appelait le « Club des sans parti ». A l'époque cependant, ce club n'avait pas l'initiative, qui resta aux mains des réformateurs communistes. Cette donne aurait probablement changé s'il n'y avait pas eu d'intervention militaire, mais il ne réussit jamais néanmoins à prendre l'initiative des événements. La situation actuelle est à l'opposé de celle de 1968. Aujourd'hui, le Forum civique rassemble tous les gens qui éprouvent le besoin de s'engager – plus dans les affaires publiques que dans la politique, il est vrai – et peu importe s'ils le font dans les structures existantes ou s'ils rejoignent les structures nouvelles. Le Forum civique est aussi une manifestation de la spécificité de la société tchécoslovaque, à savoir de sa répulsion envers toute prise de position politique. Et, je l'avoue ouvertement, c'est

un grand problème. Cette aversion vient, d'une part, des ressentiments nourris par les souvenirs de la vie politique de la Première République, dominée par les querelles politiques ; d'autre part, elle vient évidemment de l'expérience faite avec le Parti communiste, dont le règne est souvent, à tort, compris comme la seule façon de faire de la politique. Pour beaucoup, cela va plus loin : jusqu'au refus de principe de s'engager dans un parti politique doté d'idéologie précise. Le vide ainsi créé commence, hélas, à être occupé par les organisations de caractère corporatiste et même nationaliste. Par exemple, il y a quelque temps, un nouveau parti s'est constitué : le parti des sportifs ! Ainsi est-on confronté à l'émergence d'organisations incapables, du fait de leur nature, de mener un dialogue politique, puisqu'elles défendent exclusivement des intérêts particuliers étroits. Imaginons que les représentants de ces « partis » entrent au Parlement : quelle étrange assemblée, où chacun mènerait son monologue sans que le moindre consensus puisse se dégager ! Dans une certaine mesure, on en reviendrait au Parlement de la Première République ; alors aussi, chaque parti – et peu importe le nom qu'il s'était donné – défendait les intérêts d'un groupe social précis : le Parti des petits propriétaires (cela n'existait, il me semble, que chez nous et en Allemagne) ; être cheminot signifiait presque automatiquement l'appartenance au Parti socialiste national. Le Parlement ressemblait alors plus à un congrès des syndicats qu'à un vrai parlement. Dans cet état de choses, il n'est pas étonnant que la volonté générale ait été difficile à dégager. On était obligé de la formuler par d'autres moyens, souvent très critiqués, comme par exemple les rencontres informelles des chefs des principaux partis. Et sans de tels moyens, il eût été impossible de trouver même un consensus minimal nécessaire. Sans vouloir sous-estimer ou surestimer la situation actuelle dans le pays, je constate que nous risquons de connaître une situation similaire...

J.R. : Quels sont les rapports existants entre le Forum civique et les partis politiques ?

P.P. : Le Forum civique se trouve dans une position assez inconfortable depuis qu'il a décidé de participer aux élections ; naturellement il veut les gagner, mais en même temps il doit tenir les promesses de ses débuts, c'est-à-dire ouvrir l'espace au pluralisme politique. La date des élections ne pose pas problème, puisque tous les veulent le plus tôt possible. En ce qui concerne les partis politiques, le Forum civique a proposé à ceux qui le soutiennent des noms sur les listes du Forum. Je préfère ne pas être là quand on décidera dans quel ordre les candidats figureront sur ces listes. Il n'existe pas de clé pour répartir les places d'une façon satisfaisante pour tous. Des partis commencent déjà à se regrouper en dehors du Forum, certains même préparent des listes communes avec les partis établis. Mais, par exemple, les partis qui ne peuvent espérer franchir à eux seuls la barre des 5 % obligatoires pour entrer au Parlement peuvent y envoyer leurs représentants via les listes du Forum civique. Le Forum se définit ainsi comme un parti *sui generis* puisque, effectivement, un parti politique qui s'engage aux élections pour les gagner tout en soutenant ses concurrents est chose plutôt exceptionnelle. Malgré toute la bonne volonté proclamée, je ne suis personnellement pas si sûr que l'on pourra trouver, au moment du partage du gâteau, le moyen de réaliser en pratique cette aide aux partis naissants. Mais, pour l'instant, cette volonté existe.

J.R. : La question des élections est liée au problème du système politique. Il est compréhensible que vous ayez choisi – après quarante ans de dictature – le système électoral le plus démocratique, le mode de scrutin proportionnel, tout comme vos voisins. Mais ne risque-t-on pas la fragmentation des forces politiques, en l'absence d'une force capable de jouer le rôle de fédérateur ? Ne risquez-vous pas d'avoir un système politique avec un exécutif faible et un centre de gravité dans un parlement très divisé, et cela sur fond de

méfiance à l'égard de tout pouvoir central fort ? Alors la question est de savoir si la préférence donnée en Tchécoslovaquie et en Europe de l'Est au système proportionnel et au type des institutions que l'on y implante, bref à une démocratie « faible », convient pour la dure période de transition économique et sociale qui attend cette région.

P.P. : En Tchécoslovaquie, les doutes commencent à se manifester à propos de ce mode de scrutin. Le projet de loi électorale n'a pas trouvé l'écho escompté, d'autant que les gens sont chez nous traditionnellement habitués aux circonscriptions à un mandat, donc au système majoritaire. Ils sont persuadés que le député doit défendre avant tout les intérêts de sa circonscription, c'est-à-dire des intérêts locaux. J'y vois un déficit de la culture politique. Hélas, les gens n'arrivent pas encore à comprendre que le législatif devrait s'occuper de la formulation d'une volonté politique à l'échelle du pays et fixer les priorités politiques générales. Le mode de scrutin proposé ne comporte pas seulement le risque d'accoucher d'un exécutif faible ; il lui manque aussi l'acceptation par la population. Or, au moment de l'élaboration du projet de loi électorale, la popularité du Forum civique au sein de la population était si forte que, je l'avoue, nous avons craint de remporter trop largement les élections. Si les élections avaient eu lieu fin décembre 1989 au scrutin majoritaire, le Forum civique aurait gagné tout et partout. Il aurait ainsi eu à assumer l'entière responsabilité du pays sans y être vraiment préparé. La situation est aujourd'hui beaucoup plus claire. Les sondages nous accordent actuellement quelque 30 % des intentions de votes. Il me semble que, si nous avons été suffisamment perspicaces pour prévoir la situation actuelle et capables de compter avec le tassement logique de l'euphorie révolutionnaire, nous aurions réfléchi à deux fois avant de choisir la proportionnelle. Mais, d'une part, nous ne voulions pas assumer toute la responsabilité dans une situation où personne ne le voulait ni ne le pouvait (et alors nous avons pris peur devant notre

propre force), d'autre part, nous voulions répondre à l'opinion publique qui réclamait le pluralisme politique. Aujourd'hui, les gens critiquent le projet, craignent une « particratie », une domination des appareils, etc. La responsabilité du député qui engage sa propre conscience est quelque chose que les gens ne comprennent pas. Ils continuent à croire que, de nouveau, les appareils des partis vont manipuler les députés. Cela appelle un travail d'explication. Heureusement, nous avons encore quelques mois pour faire comprendre aux gens que les nouveaux élus seront effectivement des députés indépendants.

J.R. : Et la Slovaquie ? Le rythme du processus de démocratisation y est-il le même ?

P.P. : La situation en Slovaquie est assez différente. On y assiste à l'émergence d'un mouvement chrétien-démocrate fort, qui a réuni récemment son premier congrès à Nitra. Vu qu'en Slovaquie les gens suivent l'Eglise, on peut prévoir à juste titre une issue aux élections différente de celles en pays tchèque. L'équivalent slovaque du Forum civique, la « Société contre la violence », voit son influence se restreindre progressivement à la capitale Bratislava et ses environs.

J.R. : Qu'est-ce que cela implique pour les relations entre les deux peuples au sein d'un Etat ?

P.P. : Il s'agit là d'un point extrêmement sensible. C'est pourquoi ma réponse ne sera pas très tranchée. Le gouvernement tchèque « nouvelle formule » a fait, dès la deuxième journée de son existence, un geste symbolique dans cette direction. Nous voulons éviter toute déstabilisation des rapports entre les deux peuples, et de la fédération, en prévenant toutes les causes potentielles d'accrochage ou de tensions. La tâche n'est pourtant pas des plus faciles. En Slovaquie, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour demander une confédération, encouragées par l'émigration slovaque de l'après-guerre, mais aussi de l'après-1968, et sans que nous ayons la moindre influence sur elles.

J.R. : Un autre problème est la question des nouvelles

élites politiques. Qui sont les gens qui arrivent aujourd'hui au pouvoir et avec lesquels vous avez travaillé au sein du Forum civique, d'où viennent-ils ? En Occident, on les classe automatiquement au rang des artistes, à l'image du président Havel. S'agit-il d'un simple stéréotype ?

P.P. : Ce n'est pas un stéréotype, même si la question nécessite une précision. Plus que d'artistes, la nouvelle élite est composée d'intellectuels : d'artistes bien sûr, mais aussi de philosophes ou d'économistes hautement qualifiés, au fait des idées économiques modernes et ayant une expérience pratique. Il est significatif que le noyau économique du gouvernement soit composé d'experts connaissant le monde occidental et ayant souvent participé à des conférences de par le monde. Tout autre est le problème qui se pose pour la gestion pratique des entreprises, car nous partons pratiquement de zéro ; c'est probablement à ce niveau-là que nous connaissons les plus grandes difficultés. Bref, la personne du président Havel fausse un peu l'image pour un observateur superficiel et, même au sein du Forum civique, on ne peut pas parler d'une sur-représentation des artistes.

Mais il est un autre domaine où nous rencontrons de sérieux problèmes. Nous manquons de gens expérimentés dans la gestion des villes, des communes, de l'administration, des entreprises, etc. Nous devons faire preuve ici de beaucoup de tolérance à l'égard des gens de l'ancien régime, puisque les hommes et les femmes issus de la dissidence, ou tout simplement restés en dehors des structures anciennes, n'ont naturellement pu acquérir de telles expériences. Cette question a d'ailleurs été l'objet de controverses ces dernières semaines : comment et où arrêter cette vague spontanée d'épuration, qui consiste à chasser chacun de ceux qui ont eu à voir avec les communistes – notons que cette chasse part du principe malheureux de culpabilité collective. Cependant, le Forum civique n'a pas, ne veut pas avoir, les moyens de stopper ce mouvement spontané. Pour les avoir, il devrait se constituer en parti politique. Et, précisément, ce

n'est pas dans ses intentions. Nous essayons alors de convaincre les gens mais, hélas, dans certaines communes, dans certaines entreprises, il se passe des choses pas toujours très nettes. Et cela nous est à tous dommageable, puisque certaines des personnes évincées seraient fort utiles.

J.R. : On a parlé de la « révolution tendre », de la « révolution de velours ». Est-ce le terme adéquat ? En l'occurrence, on rappelait souvent l'exemple des révolutions de 1918 et de 1948, elles-mêmes non violentes. Ma question est alors la suivante : dans quelle mesure la « tendresse » des révolutions tchèques est-elle liée au contexte international, et dans quelle mesure est-elle inhérente à la mentalité tchèque ?

P.P. : Je n'ai quant à moi jamais employé ces termes. Quelque chose m'empêche de les employer. J'ai même essayé, dans mes discours, d'éviter le mot révolution. A mon avis, il s'agit d'une transformation pacifique du système, même si cette transformation a connu, naturellement, des situations dramatiques. Les quelques jours pendant lesquels la place Venceslas se remplissait régulièrement de centaines de milliers de gens peuvent être considérés à juste titre comme dramatiques. Pourtant, jamais au cours de ces journées et de ces heures décisives, les revendications négatives n'ont pris le dessus. La rue formulait clairement ce qu'elle voulait, et pas seulement ce dont elle ne voulait pas – pour la simple raison qu'un consensus quasi général régnait à propos de ce que nous refusions, et que l'on jugeait par conséquent superflu de l'exprimer explicitement. Pour ce qui est des mots « tendre » ou « de velours », je pense que la mentalité tchèque s'est, pour une fois, manifestée sous son bon côté. Il était important que, dès le début des événements, et même dans les situations dramatiques, le sens de l'humour fût présent. Sans parler de l'ironie. Il était fantastique, inoubliable, de voir, d'entendre la foule répliquer avec humour aux orateurs. Je crois que les Tchèques sont vraiment passés maîtres dans ce domaine : ils affron-

tent même les moments les plus dramatiques avec humour, ils sont toujours prêts à ironiser sur eux-mêmes. Comme, de surcroît, les pourparlers avec le pouvoir en place ont résolu l'affrontement, la grève générale n'a pas eu le caractère d'une confrontation et n'a servi, en fin de compte, qu'à montrer le rapport de forces réel dans le pays. C'était un geste symbolique, son succès était assuré dès sa proclamation. La seule difficulté était la question des formes à lui donner pour ne pas causer trop de dommages à l'économie, ce que tout le monde a parfaitement compris. Ici et là, on a même fait la grève tout en travaillant, si j'ose dire, et tout en démontrant sans ambiguïté de quel côté on était. En 1948, même les communistes firent la grève pendant la pause, à midi ! En août 1968, en plein drame, la grève générale ne dura qu'une heure. On croit tout simplement qu'il existe toujours d'autres moyens plus efficaces pour faire bouger les choses. La crainte de voir l'économie sombrer est généralement partagée, et l'exemple des pays voisins y est pour beaucoup : il nous empêche d'avoir recours à une grève véritablement dure. Un autre fait peut, à mon avis, expliquer la « tendresse » de cette transformation : elle a été déclenchée par les étudiants et les artistes, donc par les gens pour lesquels la politique est, dans leurs intérêts, marginale. La force motrice en a été la jeunesse, c'est-à-dire la génération dégagée des ressentiments du passé et n'éprouvant pas de désir de revanche (pour 1968, par exemple). Ainsi les mots d'ordre et les revendications ne portaient-ils pas sur les vingt dernières années, mais sur tout le règne communiste. La réalité a ainsi infirmé les prévisions selon lesquelles nous retournerions vers un printemps de Prague. C'est très bien, même si cela a signifié dès le début la mise hors jeu des forces réformistes au sein du Parti communiste. Tout simplement, l'Histoire est passée à côté d'eux.

J.R. : A quel point étiez-vous conscients du fait que les événements de Tchécoslovaquie faisaient partie d'une réac-

tion en chaîne démarrée en Pologne et poursuivie en Hongrie et en R.D.A. ?

P.P. : Essentiel a été pour nous le problème est-allemand, parce qu'il s'est produit dans les rues de Prague. Ce qui se passait autour de l'ambassade ouest-allemande était un drame humain. Nous avons vu des gens se presser sur le terrain de l'ambassade sans savoir quelle serait, pour eux, l'issue. Nous les avons vus arriver avec une petite valise, un enfant dans les bras, un oreiller – et Prague en était profondément ému. Nous assistions physiquement à la tragédie d'êtres humains qui misaient toute leur existence sur une tentative dont le succès n'était pas garanti d'avance. Pour ce qui est de la Pologne, nous avons avec les Polonais des relations anciennes et très complexes, pleines de préjugés réciproques, mais je ne crois pas que l'exemple de Solidarnosc nous ait inspirés directement. Quant aux Hongrois, ils sont plus proches des Slovaques que des Tchèques. Ces derniers allaient souvent en Hongrie pour, avant tout, y trouver des marchandises indisponibles chez eux. Je crains que, pour beaucoup, l'exemple hongrois ne se soit arrêté là. Mais le drame en direct, dans les rues de Prague, nous a presque tous frappés, et nous avons réalisé que nous restions les derniers. (La Roumanie paraissait à la fois très éloignée et prise dans un système trop rigide.) Nous en avons ressenti une sorte de honte : pourquoi, nous qui avions les meilleures conditions pour changer le système, n'entreprenions-nous rien pour le faire basculer ? Et cette prise de conscience a joué un rôle psychologique important.

Dès le début, nous savions que, sans le contexte est-européen, y compris sans la politique de Gorbatchev, rien ne serait possible chez nous. Pourquoi le tournant a-t-il eu lieu à un moment donné, et non à un autre ? Il me semble que même le drame de l'exode est-allemand n'aurait pas à lui seul suffi pour faire descendre les gens dans la rue. La tradition veut qu'il n'y ait jamais trop de sang dans nos révolutions ; néanmoins, sans victime, sans même quelques

gouttes de sang, nous attendrions encore aujourd'hui notre révolution. Les Tchèques sont extrêmement sensibles au sang versé, et ce qui s'est passé le 17 novembre sur l'avenue Národní a profondément choqué tout le monde. La population s'est rendue spontanément sur les lieux où le sang avait coulé pour s'y recueillir, pour y apporter des fleurs, et le sang versé a été dans toutes les bouches. Je suis persuadé que n'importe quel calcul politique de l'opposition, n'importe quelle coordination de sa part serait resté sans effet sur le régime. De plus, le 17 novembre est une date chargée de symboles même pour un Tchèque ordinaire, et malgré des années d'oubli. Elle rappelle la plus grande manifestation contre le nazisme que l'Europe ait connue à cette époque : celle organisée à Prague en 1939 à l'occasion des funérailles d'un étudiant, Jan Opletal, abattu par les nazis un 28 octobre (autre date symbole) au cours de la commémoration de la naissance de la République tchécoslovaque de 1918. Ces dernières années, non seulement la police était mobilisée le 28 octobre, mais la jeune génération et la dissidence défiaient le pouvoir dans les rues. Par contre, il est intéressant de constater que la commémoration du 17 novembre avait toujours été jusque-là une affaire officielle, qui se passait dans l'indifférence générale. Nous avons, à Prague, la rue du 17 Novembre, il y existait aussi une université du 17 Novembre... mais tout cela était perçu comme venant du régime. Cette fois, il me semble, on a choisi le 17 novembre pour mener une action parce qu'on l'associe peut-être au 28 octobre, date à laquelle, ces dernières années, il se passait toujours quelque chose à Prague, que les gens fussent tabassés, interpellés, arrêtés, etc. Cela prouve que les symboles étaient vivants dans la mémoire tchèque, malgré sa destruction systématique par le régime. Les symboles, cette façon elliptique d'appréhender la réalité historique, ont joué un rôle important dans les événements ; je dirai même que beaucoup de ce qui se passe actuellement en Tchécoslovaquie se passe dans le langage des symboles. On a recours à

ceux-ci parce que les mots font souvent défaut, et tout le monde saisit les symboles. Il manque la conscience de ce qui s'est passé et comment, on sait seulement que quelque chose s'est passé et que c'était important. D'ailleurs, le président de la République joue exactement sur le registre des symboles vivants pour parler avec la population, dont la mémoire reste encore assez creuse.

J.R. : Pendant quarante ans, le Parti communiste a gouverné le pays. Tout à coup, Havel est président, vous-même Premier ministre tchèque... Croyez-vous ces changements irréversibles ?

P.P. : Oui. Le Parti communiste tchécoslovaque, contrairement à ceux des autres pays, a éliminé de ses rangs tous les courants réformistes. On aurait pu croire, immédiatement après le 17 novembre, que le temps des prétendus « réformistes cachés » était venu. Mais il n'en était rien, puisqu'il n'y en avait pas. Au lieu de cela, le Parti communiste s'est mis à se décomposer à une si grande vitesse que nous en étions presque abasourdis. C'est à ce moment-là que nous avons vraiment réalisé l'efficacité des épurations de 1969-70. Le parti s'était débarrassé de tous ceux qui étaient animés d'un brin d'idéalisme, il était devenu un simple employeur, une organisation garantissant à la majorité de ses adhérents des privilèges de carrières. Dès que le parti a commencé de perdre ce pouvoir, ses membres ont rendu par milliers leur carte. Ce processus est loin d'être terminé. Nous n'avons pas de chiffres exacts, parce que le Parti communiste rechigne à informer. Les choses sont allées si loin que l'on n'est même pas arrivé à nouer des liens entre les communistes exclus après 1968, organisés dans le Club Obroda (« Le Renouveau »), et les forces disons plus réalistes au sein du Parti.

J.R. : Les communistes peuvent-ils encore se relever ? Avant les élections ou après ?

P.P. : Ils vont certainement réapparaître partout où ils pourront miser sur la démagogie sociale, partout où ils

sentiront naître une méfiance, voire un refus de la politique menée par les nouvelles structures de pouvoir. Dès aujourd'hui, le Parti communiste est prêt à récupérer n'importe quelles manifestations de mécontentement. Vraiment n'importe lesquelles, même les plus irrationnelles, comme les revendications d'autonomie en Moravie, par exemple. Non seulement ils cherchent à exploiter les tensions sociales, inévitables aujourd'hui, mais ils saisissent immédiatement toutes les autres occasions, fussent-elles d'ordre nationaliste. Ils marqueront ainsi quelques points, notamment dans les campagnes : la campagne a peur de l'avenir, elle se portait très bien sous l'ancien régime. Et elle se portait bien pour toute une série de raisons autres que les subventions et autorisations d'exploiter les terres en les aspergeant sans retenue d'engrais chimiques. En outre, la campagne a perdu l'habitude de l'exploitation privée et elle se sent menacée par les changements en cours. Elle était déjà en 1968 un élément de stabilisation, voire de conservation, et elle l'est encore de nos jours. Malgré cela, le Parti communiste ne peut espérer grand-chose en général.

J.R. : Il y a là un paradoxe assez amusant : dans les campagnes seulement, et en tant que force conservatrice...

P.P. : Ce paradoxe vient d'un autre paradoxe. Les campagnes étaient prospères parce qu'on y pratiquait la soi-disant forme inférieure de la propriété socialiste, à savoir les coopératives. La centralisation de l'agriculture n'a jamais atteint le degré qu'ont connu les autres secteurs de l'économie, et seule la campagne était prospère. C'est l'autre paradoxe, puisque, d'un côté, il y a les concepts communistes sur la propriété et l'économie et, de l'autre, la réalité où tout marche à l'envers : « la forme inférieure » se révélait finalement supérieure.

J.R. : Vous êtes maintenant président du gouvernement tchèque. Pouvez-vous effectivement gouverner ? De nouveaux hommes sont arrivés, mais l'appareil reste.

P.P. : A Prague, nous nous sommes faits des illusions en

croyant que ce qui se passait dans la capitale se passait de la même manière dans le reste du pays. Les changements n'ont pour l'instant pas de réelle importance à l'échelle intermédiaire de l'administration d'Etat et de l'économie. L'état actuel des choses nous oblige cependant à être assez prudents parce que l'incertitude qui a gagné le personnel d'encadrement des entreprises s'est traduite par la baisse de la production : 6 % en décembre, plus encore en janvier. Il n'y a pas de raisons objectives à cette baisse, elles sont plutôt d'ordre subjectif : l'incertitude des directeurs quant à leur propre sort (ils ne savent pas s'ils seront encore la semaine prochaine à leur poste) les amène à ne plus diriger l'entreprise, mais à chercher comment réorganiser leur propre vie et leur carrière. Nous avons dû appeler la population à arrêter ces processus de déstabilisation, parce qu'« on ne peut pas réformer le chaos », comme le dit souvent le Forum civique. Et en effet, en ce qui concerne les entreprises, on peut à juste titre parler d'une incertitude à la limite du chaos. Alors d'un côté, nous constatons que les changements, à un certain niveau, se heurtent aux obstacles, mais de l'autre côté, nous sommes obligés de faire avec pour ne pas déstabiliser l'économie.

J.R. : Et l'appareil d'Etat ? A-t-il su s'adapter ou...

P.P. : On ne peut pas arrêter les changements. Cependant, nous essayons de faire que ceux-ci se déroulent selon certaines règles. Même des lois adoptées par l'ancien régime, par exemple celle sur l'entreprise d'Etat, constitue un cadre juridique précis pour les changements. Il s'agit de réguler le processus de changement et de ne pas le laisser sombrer dans l'anarchie. Dans certaines entreprises, par exemple, il y a deux, voire trois « Forum civique », souvent autodéclarés, et investis par des gens qui ont rapidement tourné leur veste – et qui sont maintenant d'autant plus radicaux – ; nous ne voulons pas qu'ils mettent partout le désordre. Le processus de remplacement des cadres s'est maintenant stabilisé, et nous sommes obligés non seulement

de respecter ce fait, mais de l'encourager, d'une certaine façon. Il nous faut éviter de tomber dans des difficultés économiques trop grandes, d'autant que, pour l'instant, la Tchécoslovaquie reste le seul pays où le changement se déroule sans qu'une crise économique ne s'ensuive. Avec le rationnement, les arrêts de travail, etc., la révolution aurait probablement eu un tout autre caractère. Pour l'instant, nous freinons plutôt ce processus spontané.

J.R. : Constatez-vous une certaine adaptabilité de la part de l'appareil d'Etat ou freine-t-il votre politique ?

P.P. : Ses détenteurs sont, ou étaient, pour la majorité des communistes. Mais la plupart d'entre eux avaient adhéré au Parti pour des raisons purement opportunistes. Par exemple, dans l'éducation nationale ou dans la santé, beaucoup de gens adhèrent au Parti communiste parce que leurs collègues les y incitaient : « Ecoute, prends ta carte, sinon tu ne peux devenir notre directeur et XY le deviendra et nous aurons tous la vie dure. » On peut, en principe, avoir confiance dans ces gens puisque leurs rapports avec le Parti communiste étaient purement utilitaires et qu'ils y ont souvent adhéré contre leur propre conviction, mus par le sens de leurs responsabilités envers une équipe de travail ou de recherche. Ces gens-là restent utiles pour la société, et le Forum civique doit veiller à ce qu'on les traite avec justice. On ne peut assimiler tous les gens qui ont pris cette carte rouge du Parti aux normalisateurs de genre de Husák et Jakes. Je dirais même que l'appareil d'Etat n'est pas la plus mauvaise chose dont nous ayons hérité.

J.R. : Avant la révolution, vous avez écrit que l'opposition tchécoslovaque était plutôt une opposition culturelle, qui ressentait même une certaine répugnance face à la politique. En est-il ainsi aujourd'hui ?

P.P. : Il en a longtemps été ainsi. Mais, en février, le Forum civique a déclaré publiquement avoir changé de position à l'égard des structures politiques et être prêt à assumer sa part des responsabilités politiques. Par ailleurs, il

y a le risque réel que les gens préfèrent à un parti prônant des conceptions politiques élaborées telle organisation qui, du parti politique, ne portera que le nom et qui défendra exclusivement tel intérêt particulier. Le risque existe que l'on vote pour un parti corporatiste et que, par conséquent, la société se restructure sur le principe d'une société corporatiste. Ce serait le reniement de la politique et le retour à un terrain pré-totalitaire, nouvelle façon. Je ne veux pas sous-estimer cette alternative.

J.R. : Dans quel état est le pays dont vous venez d'hériter ? En Occident, on pense généralement que la Pologne ou la Roumanie sont en situation de catastrophe économique, mais que la Tchécoslovaquie va relativement bien, que ce pays a une chance de s'en tirer. Vous êtes aujourd'hui au pouvoir et vous disposez de chiffres. Quel bilan en tirez-vous ? Et non seulement sur le plan économique.

P.P. : Les deux gouvernements régionaux et le gouvernement fédéral travaillent à la préparation du bilan, de l'état des lieux en Tchécoslovaquie. Début mars, nous comptons présenter au Parlement des rapports que l'on pourrait appeler « Sur l'état de l'union », et la population pourra en prendre connaissance. Le 27 mars 1990, le Premier ministre fédéral, M. Calfa, présentera un rapport « sur l'état de la fédération », et je présenterai moi-même un rapport semblable pour le gouvernement tchèque, le 5 mars, devant le Conseil national tchèque. Ces rapports ne comporteront sciemment aucun projet pour l'avenir, mais nous voulons souligner d'une manière dramatique l'état dans lequel nous avons trouvé le pays, notamment en ce qui concerne l'écologie, l'endettement intérieur, l'état de santé de la population.

J.R. : Quels sont pour vous les faits les plus choquants ?

P.P. : Certaines régions sont dévastées à tel point qu'il nous faudra des années avant que les tout premiers signes d'amélioration puissent être constatés. Toutefois, le pays dispose toujours d'hommes et de femmes qualifiés, et cela à tous les niveaux, des ouvriers dans les usines jusqu'aux

sphères de décisions. La cause en est, à mon avis, une certaine tradition qui date du XIX^e siècle et qui fait, entre autres, que l'ouvrier tchèque sait produire, même sur de vieilles machines, un produit de relativement bonne qualité.

J.R. : Vous parlez de l'habileté et d'une éthique de travail ?

P.P. : Pas une éthique. Il s'agit plutôt de l'esprit de défi, de l'ambition de montrer ce que l'on sait faire même avec des outils médiocres, de savoir tirer du minimum le maximum. Nous comptons beaucoup sur ces prédispositions. En outre, les gens chez nous n'aiment pas avoir recours aux solutions radicales telles que les grèves. A moins que la situation ne s'aggrave d'une façon dramatique, nous pourrions réussir à introduire, également avec l'assentiment de la population, des mesures impopulaires, évitant ainsi des réactions de colère comme celles des ouvriers polonais. C'est le côté positif des soi-disant acquis sociaux : les gens sont pour l'instant prêts, pour maintenir le niveau de vie général, à céder sur leurs intérêts particuliers et locaux. Si nous ne faisons pas de fautes graves, nous pourrions compter avec ce capital pour les temps à venir.

J.R. : Quelles seront les premières mesures de votre gouvernement ? Que comptez-vous faire encore avant les élections de juin ?

P.P. : Nous avons plusieurs stratégies, échelonnées dans le temps, mais qui ont toutes une seule finalité : l'économie de marché. Nous allons progressivement supprimer tous les blocages qui empêchent les entreprises et les individus d'entreprendre. La loi sur l'entreprise privée sera adoptée dans quelques jours. Elle nécessite cependant toute une série de changements, y compris en ce qui concerne l'infrastructure de l'Etat. Mais la majorité des mesures que nous nous apprêtons à adopter est orientée vers un budget excédentaire – pour la première fois depuis plusieurs années. De même, nous voulons empêcher une envolée des prix. Tout cela implique l'abaissement réel des subventions ainsi

qu'une politique d'austérité dans tous les domaines, avec trois exceptions cependant : la santé, la couverture sociale de base (comme les retraites, par exemple) et, pour ce qui concerne le gouvernement tchèque du moins, la culture, pour laquelle nous avons décidé de ne pas réduire les subventions. Partout ailleurs, il faudra opérer des réductions budgétaires significatives. Nous évaluons à 5 milliards de couronnes la somme ainsi économisée ; et cette économie devrait engager les entreprises à entreprendre sans pourtant détruire la machine économique.

Nous nous heurtons également au problème du partage du produit national entre la République tchèque et la République slovaque — c'est une question assez délicate. Cette année encore, la redistribution se fera au profit de la Slovaquie, parce que les règles encore en vigueur ne permettent pas d'avoir des budgets distincts. La centralisation est telle que personne ne sait exactement combien d'argent va en Slovaquie. On sait seulement que de l'argent va des pays tchèques en Slovaquie, mais la répartition du travail entre les ministères de l'Economie des deux pays et le ministère fédéral est tellement mal définie que l'on ne peut faire des comptes exacts. Dès cette année, cependant, le flux d'argent vers la Slovaquie va être freiné et, dès l'année prochaine, les deux économies seront autonomes. Même aujourd'hui, il est très difficile d'expliquer devant le Conseil national tchèque que cette fois est la dernière. Il y a un élément irrationnel dans tout ce débat, mais on ne peut le changer en quelques semaines. Il faut tout d'abord créer de nouvelles règles budgétaires, et après seulement on peut faire quelque chose. Aujourd'hui, ce problème est aussi un problème technique, on ne peut tout simplement pas faire des comptes. Ce sera la mesure de base que nous adopterons. On a adopté un budget provisoire remplaçant celui adopté par l'ancien pouvoir, et nous n'avons pas pour l'instant intérêt à trop bousculer les choses. Le budget provisoire sera remplacé fin mars par un budget ordinaire et excédentaire. Ce

que nous craignons le plus est l'inflation, parce que, si elle se produit, tous les problèmes, la réforme, les rapports tchèque et slovaque sur l'état du pays, etc., passeront au second plan. Heureusement, les ministres fédéraux sont de très bons théoriciens, et ils se battent avec vigueur en faveur de toutes les mesures anti-inflationnistes, et il semble qu'ils auront finalement gain de cause. En cas de succès, la Tchécoslovaquie se distinguera des autres pays de l'ancien bloc soviétique qui, hélas, n'ont pas pu éviter une forte inflation.

J.R. : Cette question s'adresse davantage à l'historien et au politologue. Le totalitarisme est en pleine décomposition et j'aimerais savoir ce qui émerge des quarante-trois années de son règne. Ce qui est caché dans sa boîte noire. Il est peut-être trop tôt, mais quelles sont vos premières impressions, quelle première analyse faites-vous ? Pour être plus précis : il existe deux théories. La première, la « théorie du réfrigérateur », affirme que le communisme était une sorte de réfrigérateur dont la porte s'est ouverte au bout de quarante ans sur des choses restées en l'état. (Mais l'appareil ne marchant pas toujours bien, il se peut que le contenu, ou partie, en ressorte pourri). La seconde interprétation affirme au contraire que l'expérience du totalitarisme a profondément changé la culture politique dans ces pays. D'une part, cette expérience a renforcé l'esprit d'égalitarisme et accoutumé les gens à attendre tout de l'Etat. D'autre part, elle a aussi bien pu renforcer l'esprit démocratique dans ces sociétés qui ont été obligées de lutter pour la démocratie et, pendant des décennies, d'en rêver. Les valeurs démocratiques en sortent alors renforcées.

P.P. : Je dirai que beaucoup de choses ont pourri dans le réfrigérateur. Rares sont ceux capables de comprendre que les stéréotypes totalitaires, les façons de se comporter, etc., nous sont, à presque tous, entrés dans le sang. Par exemple, on considère comme une chose naturelle que n'importe quoi puisse être décidé et réglé à notre place par quelqu'un « d'en haut ». Nombreux sont ceux qui arrivent au centre

de coordination du Forum civique avec des revendications, mais qui attendent nos décisions. Certes, ils sont plus ouverts dans leurs propos, mais ils manifestent ainsi leur habitude d'être guidés. L'accoutumance à l'Etat omnipotent est très forte. Savoir comment changer les mentalités et éveiller en chacun l'assurance du citoyen est un grand problème. La culture civique s'est perdue, parce que l'on a décomposé les lieux où elle naît et se cultive naturellement : les communes et les petites villes. Il faut chercher comment amener les gens vers un engagement civique, seul susceptible de prévenir les luttes aveugles des particularismes. Les gens ont perdu l'habitude de prendre des risques. Pendant des années, l'Etat a permis « d'entreprendre » sans risque. Et maintenant, ils devraient entreprendre à leurs risques et périls. Il y a déjà des gens corrects qui, dégoûtés par les pratiques de certains Forum civique auto-proclamés, se retirent de nouveau chez eux en se disant : voilà, c'est encore la vieille chanson ! Il suffirait pourtant qu'ils déploient la même énergie qu'en novembre pour changer eux-mêmes les choses. Mais face à la nécessaire patience et au maintien de l'engagement civique, la majorité de ces gens se résignent. Ils croyaient que c'était facile, que tout se réglerait d'un seul coup. Seule une minorité perçoit la politique comme un engagement conscient et durable. La culture politique est descendue à un niveau assez déplorable.

J.R. : La Tchécoslovaquie, sera-t-elle social-démocrate ou bien autre ?

P.P. : Un sondage effectué en Tchécoslovaquie montrerait que le pays se déplace vers la droite sans que les gens soient capables de formuler exactement leurs convictions politiques. Si nous parlons en termes de valeurs, le déplacement vers la droite est évident. Je suis cependant persuadé qu'après un temps assez court le balancier reviendra, même si ce n'est pas au même endroit qu'avant. L'égalitarisme est une composante assez importante de la mentalité tchèque. D'aucuns parlent plutôt de *l'envie*, ce qui est sim-

plement pour moi un terme plus expressif pour dire la même chose. C'est pourquoi je suis convaincu qu'un parti de gauche influent va bientôt émerger. Je doute que ce soient des proches du communisme, je ne suis pas non plus sûr que ce seront les sociaux-démocrates. Leur parti est trop longtemps resté absent de la vie tchécoslovaque. Je crois que l'espace est ouvert pour un parti de gauche de type nouveau, pour un parti qui ne renouera ni avec la tradition communiste, ni avec celle de la social-démocratie. L'élément nouveau dans la situation actuelle va être que, à droite de l'échiquier politique, des partis aux contours précis vont émerger. Ce qui n'a jamais été le cas dans l'histoire politique tchèque. La droite n'a jamais eu ni de vrais partis politiques, ni de penseurs ou théoriciens. Ce phénomène nouveau restera cependant circonscrit et significatif pour l'intelligentsia ; il n'influe sans doute pas trop sur la scène politique, je doute qu'un fort parti de droite émerge. Mais je parle uniquement du pays tchèque. La situation en Slovaquie est toute différente, et celle-là se placera beaucoup plus à droite, ce qui correspond à la tradition et à la religiosité plus fortes en Slovaquie qu'en Bohême.

J.R. : Tout le monde se pose aujourd'hui la question de savoir ce qui va arriver après la décomposition du bloc soviétique. Il y a d'un côté le processus d'intégration à l'Ouest, de l'autre côté le processus de désintégration à l'Est et, au milieu, comme une sorte de trait d'union, le processus de réunification allemande. Quel jugement portez-vous sur ces processus ?

P.P. : Nous ressentons la question allemande autrement que les Français, par exemple. Je crois que le premier voyage à l'étranger du président Havel, la visite en Allemagne, ne voulait pas souligner l'importance de la question allemande, mais plutôt l'importance de nos rapports avec le pays voisin auquel nous sommes politiquement et économiquement liés depuis des siècles. Ce voyage a revêtu un caractère particulier : le président est d'abord allé en

R.D.A. – et j'ai déjà parlé de l'impact direct qu'ont eu les événements de R.D.A. sur la Tchécoslovaquie – puis de Berlin-Est à Munich. Le choix de ces villes n'est pas un hasard, et j'y vois l'accent spécifiquement tchèque au sujet de la question allemande. Munich était et reste pour nous un symbole traumatisant. J'aimerais que ce voyage soit compris dans ce contexte et que l'on ne lui prête pas plus de signification qu'il n'en avait réellement. La Tchécoslovaquie a l'ambition d'être l'un des premiers pays de l'Europe centrale à rejoindre l'Europe occidentale intégrée. Cette motivation explique en partie une certaine modération et la lucidité, dans l'approche des problèmes, des hommes et des femmes qui siègent au château, mais aussi des personnes qui travaillent dans les entreprises menacées de faillite. Ces comportements nous permettront de mener nos voisins est-européens sur ce chemin. Nous sommes conscients de l'intérêt dont jouit la Tchécoslovaquie dans les milieux économiques, financiers et commerciaux, européens et américains. Nous ne devons pas laisser passer cette occasion et il existe sur ce point un large consensus. Nous n'avons pas l'ambition de mener immédiatement une politique européenne. Entre les guerres, la Tchécoslovaquie a eu les plus mauvaises relations justement avec ses propres voisins.

J.R. : Comment vous et vos compatriotes voyez la réunification allemande ?

P.P. : C'est un problème auquel on ne peut rester indifférent. Je pense qu'il y a en Tchécoslovaquie, à ce sujet, une très nette coupure entre les élites et la population. La population n'est pas préparée à répondre d'une façon réfléchie à cette question. Elle le peut d'autant moins qu'elle est étroitement liée à celle des Allemands des Sudètes qui furent renvoyés après la guerre. Cette question est à la fois ressentie comme dramatique et traumatisante dans la mesure où elle a toujours été un sujet tabou. Il est impossible de l'aborder aujourd'hui sans une campagne d'explication préalable des historiens ; avant que la population ne

connaisse tous les faits liés à cette période dramatique, elle réagira à la réunification allemande avec hostilité, de façon exacerbée. Si la Tchécoslovaquie veut contribuer à la construction d'une Europe commune, il lui faudra d'abord commencer par mettre de l'ordre dans ses relations avec ses propres voisins. S'il est vrai que la Tchécoslovaquie, entre les deux guerres, était, de loin dans la région, le pays le plus démocratique, il est également vrai qu'elle entretenait avec tous ses voisins de très mauvaises relations. La question des nationalités, complexe, y était directement liée. Si nous arrivons à aménager d'une façon satisfaisante pour tout le monde notre étage de la maison commune européenne, c'est-à-dire si nous arrivons à régler nos relations avec les voisins, à trouver une solution juste à la question des nationalités et à instaurer un rapport sain, équilibré et rationnel à l'égard de l'expulsion des Allemands des Sudètes, nous ferons alors plus pour l'Europe qu'en élaborant des scénarios grandioses. Les problèmes de voisinage ne sont pas sans importance : on pourrait parler des querelles avec les Polonais autour de la région de Tesín, de la frontière sud en Slovaquie, de la minorité hongroise, etc. Récemment, le problème de la Ruthénie vient de resurgir d'une façon inattendue. Où que vous regardiez, vous trouvez un problème. N'oublions pas que l'Europe centrale a toujours été la poudrière où les conflits européens ont démarré et où ils se sont terminés. C'est pourquoi je vois notre responsabilité à l'égard de l'Europe dans les bons rapports avec nos voisins. Nous avons eu, entre les guerres, de bons rapports avec la Yougoslavie ou la France, par exemple ; c'est naturellement toujours plus facile d'avoir de bons rapports avec un pays qui n'est pas votre voisin direct. La France fut en outre considérée, dès l'époque de la renaissance nationale, comme un puissant contrepoids à l'Allemagne. Par conséquent, nous fûmes toujours intéressés par de bonnes relations avec la France, et celles-là étaient relativement bonnes dans le domaine, notamment, de la culture. Contrairement aux

autres pays, la culture a toujours joué, dans la société tchèque, un rôle de premier plan, se substituant même souvent à la politique ; phénomène qui se prolonge jusqu'à nos jours. Hélas, les rapports avec la France ont faibli ces dernières décennies. Je crains que la faute n'en incombe pas uniquement à la nation tchécoslovaque. La France garde toujours ses chances de faire revivre son influence en Europe centrale – et à moindre frais. Elle reste, dans la conscience des gens, un centre culturel. Nous ne demandons pas à la France de nous accorder des crédits, mais nous aimerions la voir élargir ses relations culturelles avec notre pays, y compris pour l'enseignement du français. Le vide existant dans ce domaine est en passe d'être comblé par les Allemands. Nous admirons beaucoup les exploits allemands en matière d'économie, de technologie, etc., mais, culturellement, nous nous sentons plus liés avec la France. Même si l'on ne peut pas parler exclusivement avec la France, puisque les gens intéressés par la politique regardent aujourd'hui plutôt du côté des Etats-Unis et du monde anglo-saxon en général, cherchant l'inspiration dans la pensée politique anglo-saxonne. Mais même en politique, elle a beaucoup à nous dire : la décentralisation entreprise en France et la politique de développement des régions pourraient nous inspirer, parce que la Tchécoslovaquie souffre justement d'un degré malsain de centralisation. Les Tchèques admirent et craignent à la fois les Allemands. Ils ne craignent pas en l'Allemagne un Etat qui viendrait avec ses troupes nous envahir, mais l'Etat qui va nous acheter et nous envahir de ses touristes. Nos rapports avec l'Allemagne seront toujours ambigus ; à l'égard de la France, ils seront soit positifs, soit nuls.

LAJOS KANTOR

**SUR LA SITUATION DES HONGROIS
EN TRANSYLVANIE
(Entretien*)**

Lajos Kantor, Roumanie. Hongrois de souche et de nationalité roumaine, Lajos Kantor vit à Cluj, en Transylvanie, où il dirige la revue de langue hongroise Korunk créée en 1926. Publiée également, en langue roumaine, la revue Puntea.

Lajos Kantor : J'ai lu un texte le 10 février dernier lors d'une assemblée organisée par l'Union des démocrates hongrois. Des Roumains y avaient été invités qui ont pu prendre la parole. Les questions qu'ils ont posées correspondent aux miennes, c'est-à-dire : qui sommes-nous ? Que voulons-nous ?

Malheureusement, depuis ce 10 février où, dans mon intervention, j'ai attiré l'attention sur certains périls, les changements se sont effectués dans le mauvais sens. Le jour même de notre réunion a pris naissance à Cluj l'organisation « Vatra Romanesca » (le foyer roumain). Celle-là même qui a inspiré les différentes actions ayant mené aux pogroms. Pourtant, ce n'est pas contre les Roumains que nous revendiquons des droits, mais avec eux.

(*) Entretien avec Ghislaine Glasson Deschaumes et Michel Surya.